

FAITS SAILLANTS

- Malgré des écoles toujours en ruines, les enfants retournés de Djugu ont fait leur rentrée à la date officielle.
- Grâce aux cours de rattrapage en faveur des enfants déplacés et retournés, les humanitaires maintiennent l'élan éducatif au Sud-Kivu et au Maniema.
- Faute de réponse humanitaire suffisante, des écoles de Pweto et de Kalemie n'ont pas été réhabilitées. Plusieurs semaines après la rentrée des classes, des milliers d'enfants restent encore en attente de la réouverture de leurs écoles détruites par les conflits.
- L'appui du Fonds Humanitaire au secteur de l'éducation a un impact significatif, surtout pour les enfants affectés par les conflits. Déjà 2,5 millions de dollars ont été alloués pour l'année en cours.



©OCHA/Y. Edoumou

Ituri : des écoles détruites, un défi pour la rentrée des classes	P1
Rattrapage scolaire : une chance pour un retour à l'école	P2
2018 – 2019, année scolaire en sursis à Kalemie et Pweto	P4
Fonds Humanitaire : financer l'éducation pour les enfants affectés par les conflits	P5
Journée mondiale de l'aide humanitaire à Lubumbashi : petits gestes, grands effets	P7

Ituri : des écoles détruites, un défi pour la rentrée des classes

Ce lundi 3 septembre, c'est sous une fine pluie matinale que les enfants de Bunia ont effectué leur rentrée scolaire. Ce temps quelque peu maussade dans la province de l'Ituri est loin de refroidir l'enthousiasme des élèves, heureux de retrouver le chemin de l'école.

Dès 7 heures du matin, les ruelles de Bunia ont été envahies par des milliers d'enfants, filles et garçons. Facilement reconnaissables dans leurs uniformes bleu et blanc, sac au dos et fière allure dans leurs chaussures neuves. Les tout-petits, qui en sont à leur première expérience, se font accompagner par leurs parents ou leurs aînés. Visiblement joyeux de découvrir ce nouveau monde qui leur ouvre la voie de la connaissance et qui leur confère un nouveau statut, celui d'écolier.



Les enfants retournent à l'école après le conflit armé dans leur village dans le Territoire de Shabunda, Sud-Kivu. ©OCHA / N. Frerotte

Même ambiance de gaieté dans la petite bourgade de Singo, dans le Territoire de Djugu, à plus de 100 kilomètres au nord de la ville de Bunia. Bien qu'aucun bâtiment scolaire ne tienne encore debout dans ce village, les enfants ne voulaient pas déroger à la symbolique de cette date. Même sans fournitures scolaires et presque à moitié habillés, en lieu et place de leur école, ils n'ont retrouvé que des ruines témoignant des cycles de violences dont a été

victime leur village.

Dans un élan d'humanisme, le chef du groupement de -Singo a cédé un espace de sa parcelle, y compris une partie de sa maison pour servir d'école de fortune. Le chef Faustin Losida pense ainsi apporter une réponse provisoire à la volonté manifeste de ces enfants d'aller à l'école, en attendant une éventuelle intervention de l'Etat et des acteurs humanitaires pour la réhabilitation des bâtiments scolaires.

Les épisodes de violence qui ont affecté le Territoire de Djugu entre décembre 2017 et mars 2018 ont déstabilisé cette région et impacté tous les secteurs, y compris

CHIFFRES CLÉS

Cas de choléra 2018 au 2 septembre	18 531 cas dont 656 décès
Cas de rougeole en 2018 au 2 septembre	23 979 cas dont 273 décès
Nombre de cas d'Ebola au 8 octobre 2018	188 dont 118 décès

FINANCEMENTS

1,68 milliard
Fonds requis (en US\$)

28,2% financés (au 11 octobre 2018)

614,9 million
Fonds reçus en 2018, dont 23,3% extra-PRH2018

Les violences dans le Territoire de Djugu, en décembre 2017, ont également occasionné la destruction des infrastructures sociales. Les écoles n'ont pas échappé à cette situation. De retour dans leurs milieux d'origine, les communautés n'ont pas voulu priver leurs enfants du droit à l'éducation, malgré l'absence d'infrastructures scolaires viables.

l'éducation. Au début de la crise, l'UNICEF mentionnait que **plus de 46 000 enfants étaient en déplacement et plus de 30 000 autres étaient privés de scolarité**. Avec la normalisation du contexte sécuritaire, de nombreuses personnes déplacées, excédées par les conditions difficiles dans les milieux d'accueil, ont décidé de regagner leurs lieux d'origine, dans le but de rattraper la saison agricole et surtout la rentrée scolaire des enfants.

Cependant, plusieurs défis restent à surmonter dans ces zones de retour, notamment la réhabilitation des infrastructures sociales de base, telles que les centres de santé et les écoles. A cela, il faut ajouter les besoins cruciaux en abris et autres besoins ménagers, dans ces milieux de retour où tout est à reconstruire. En attendant, certaines familles retournées occupent des bâtiments scolaires la nuit alors que les élèves y sont attendus pendant la journée pour les cours. Cette situation perturbe le bon déroulement des activités scolaires dans plus d'une vingtaine de localités. L'arrivée de la saison de pluie, courant septembre, pourrait compliquer davantage la situation.

A ce jour, les responsables du secteur de l'enseignement primaire et secondaire de l'Ituri et le groupe de travail thématique sur l'Education ont recensé 23 écoles occupées par les déplacés et retournés, 53 établissements scolaires totalement incendiés et 12 partiellement incendiés, 19 détruits et 26 écoles pillées, dans le Territoire de Djugu. Cela fait un total de 133 écoles affectées par la crise de Djugu et près de 40 000 enfants dont la scolarité a été perturbée. Les autorités scolaires ont lancé un plaidoyer auprès du gouvernement et de ses partenaires pour une assistance en faveur des déplacés afin qu'ils libèrent les bâtiments scolaires.

Au-delà de la nécessité d'une aide d'urgence multisectorielle dans les milieux de retour, il est aussi urgent de reconstruire les infrastructures sociocommunautaires et renforcer la cohabitation pacifique entre communautés. Face à la problématique des écoles occupées, les humanitaires mènent des évaluations pour recenser les déplacés et retournés, ainsi que leurs besoins, afin d'envisager des interventions. Libérer les écoles est certes une partie de la solution, puisqu'il il faudra surtout trouver des solutions au logement des occupants des établissements scolaires. Cela soulève notamment les besoins importants à couvrir en termes d'abris, d'articles ménagers essentiels et d'appui à l'autonomie des familles retournées.

En attendant de trouver la solution à toutes ces préoccupations, les enfants déplacés en âge scolaire dans les sites de déplacés de Bunia attendent toujours de regagner l'école. Aucun programme d'aide à la réintégration scolaire n'a pour l'instant été annoncé en leur faveur. L'année dernière, près de 4 000 enfants déplacés avaient été réintégrés dans 17 écoles de Bunia et assistés en kits scolaires grâce aux projets humanitaires.

Rattrapage scolaire : une chance pour un retour à l'école

Des cortèges d'enfants, en uniforme blanc et bleu, cahiers à la main, se dirigent vers leur école. La rentrée scolaire est effective en République démocratique du Congo depuis le 3 septembre 2018. Pourtant, tous les enfants n'ont pas eu la chance de retrouver leurs camarades d'écoles et leurs enseignants. Forcés de se déplacer, affectés par différentes crises humanitaires, certains se retrouvent hors du système. Dans les provinces du Sud-Kivu et du Maniema, notamment dans les territoires de Fizi et de Kabambare, nombreux sont les enfants qui ne fréquentent plus les bancs de l'école en raison des tensions qui ont secoué ces régions.



Environ 98 000 enfants sont victimes de retard scolaire dû au déplacement au Sud-Kivu et au Maniema, selon les chiffres des spécialistes en éducation. ©OCHA/A. Rime

Pour les préparer au retour sur le chemin de l'école et rattraper le retard qu'ils ont accumulé, les humanitaires, en collaboration avec les autorités en charge de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, organisent des cours de récupération en faveur de ces enfants. « Nous ciblons en majorité les enfants déplacés et retournés, mais aussi les autochtones vulnérables, âgés de 6 à 15 ans », explique Janvier Kaluta, coordinateur éducation pour le

Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) au Sud-Kivu. « Les cours de rattrapage durent entre deux et trois mois et sont dispensés par les enseignants de la localité, généralement l'après-midi. Ils se focalisent sur trois branches : français, mathématiques et langue nationale congolaise », poursuit-il.

Depuis début 2018, NRC a organisé des cours de remise à niveau pour environ 2 400 enfants des territoires de Fizi, de Kalehe (Sud-Kivu) et de Kabambare (Maniema). Dans le cadre d'un projet exécuté en consortium avec l'ONG nationale Alfa Ujuvi, avec le financement du fonds [Education Cannot Wait](#), plus de 3 000 autres enfants ont aussi été visés dans le Territoire de Fizi. « Lorsque les enfants suivent des cours de récupération, plus de 90% d'entre eux sont réintégrés dans le système scolaire », estime Janvier Kaluta.

Suivre les mouvements des élèves, un paramètre important de réussite

Certains enfants ayant suivi les cours de rattrapage éprouvent parfois des difficultés de réinsertion dans le circuit d'éducation formelle, surtout lorsqu'ils ont suivi les cours de de réinsertion scolaire en dehors de leurs milieux d'origine. Selon Josaphat Byadunia, coordonnateur de programme éducation et protection pour DanChurchAid (DCA), il est important de suivre le mouvement des enfants afin de réduire les risques d'échecs scolaires des enfants récupérés : « Un suivi hebdomadaire est effectué dans les écoles où se déroulent les cours de remise à niveau. Si un enfant quitte l'école, une fiche de mouvement est renseignée pour permettre d'identifier le village et l'école dans lesquels l'enfant va se rendre afin de poursuivre le soutien, dans la mesure du possible ».

L'ONG DanChurchAid accompagne également les familles des enfants récupérés à travers le financement d'activités génératrices de revenu des ménages. « Cela permet d'assurer une continuité », se félicite Josaphat Byadunia, dont l'ONG a organisé, durant l'année 2018, des cours de soutien scolaire pour près de 2 000 enfants de la zone de Kilembwe (Territoire de Fizi) avec l'appui financier d'ECHO, d'une part, et en collaboration avec Caritas Kasongo, pour environ 2 400 enfants de la région de Salamabila (Maniema) sur un financement du Fonds mondial pour la promotion de l'éducation dans les zones de conflits, « Education Cannot Wait ».

Des besoins importants subsistent

Malgré les actions entreprises pour la réinsertion des enfants dans le système scolaire, les besoins importants subsistent. « Les dernières analyses que nous avons effectuées sur le terrain pour l'organisation des cours de soutien scolaire montrent que les besoins dépassent nos capacités de réponse. Nous sommes donc obligés de nous concentrer sur les enfants les plus vulnérables », témoigne Janvier Kaluta de NRC.

Les cours de rattrapage scolaire ne sont pas des actions isolées, mais font partie d'un package humanitaire. Les enfants bénéficiaires reçoivent également des kits scolaires. Les enseignants voient leurs capacités renforcées, notamment en matière d'encadrement psychosocial à travers des formations pour mieux gérer les traumatismes dont peuvent souffrir certains enfants, en particulier les enfants déplacés ou retournés.

En effet, sur les 43 000 enfants victimes de retard scolaire dû au déplacement au Sud-Kivu et 55 000 au Maniema, un peu moins de 10% ont bénéficié de cours de soutien scolaire, d'après les données des spécialistes en éducation qui suivent la situation jusqu'en août 2018.

« Si l'on veut s'assurer d'une vraie protection pour les enfants, cela passe par leur éducation. » rappelle Janvier Kaluta de NRC. Cet accès à l'éducation englobe une réintégration dans le système scolaire, mais aussi l'assurance d'un environnement scolaire protecteur à travers des enseignants formés, des communautés sensibilisées et des bâtiments réhabilités.

2018-2019, année scolaire en sursis à Kalemie et Pweto

Plus d'un mois après la rentrée scolaire en RDC, 148 écoles de Kalemie (Tanganyika) et de Pweto (Haut-Katanga) n'ont toujours pas ouvert leurs portes. Ces écoles avaient été complètement détruites lors des conflits intercommunautaires qui ont éclaté en février 2017, laissant près de 42 000 enfants en rupture scolaire. Pour cette nouvelle année scolaire, la reprise des cours est restée timide ou quasi inexistante sur plusieurs axes.



Etat d'une salle de classe de l'Institut Kamuandu, dans le territoire de Dibaya au Kasai Central. Les murs de cette école ont été détruits, des bancs cassés, des fournitures et dossiers brûlés. ©OCHA/I. Brandau

Sur l'axe Kalemie-Nyemba, selon les autorités scolaires, plus de 2 000 enfants sont privés de l'éducation parce que leurs écoles ont été complètement détruites entre 2016 et 2017 lors du conflit communautaire entre les Luba et Twa. Situation similaire sur l'axe Mwaka – Tembwe, avec plus de 1 250 enfants hors circuit scolaire. A ceci s'ajoute l'occupation des salles de classe par les familles expulsées sur l'axe Kalemie-Tabacongo, depuis août 2018, perturbant également la

scolarité de milliers d'autres enfants.

A Pweto, le rapport des acteurs de l'éducation de septembre 2017 indiquait qu'un tiers des écoles du territoire, soit 79 des 219 écoles primaires, avaient été détruites lors des violences liées aux conflits. Cette année, la situation reste inchangée : plus de 23 000 enfants sont toujours en dehors du circuit scolaire. Cette situation commune aux deux territoires affecte le système éducatif, car la quasi-totalité des écoles détruites n'ont toujours pas été réhabilitées, alors que les activités scolaires ont repris le 3 septembre.

Ramener les enfants à l'école

A Kalemie, UNICEF a mis en place, depuis avril 2018, 24 salles de classe temporaires pour abriter environ 4 600 enfants déplacés, retournés et autochtones dont les écoles ont été détruites pendant les violences d'étudier, en attendant la reconstruction des infrastructures. Ces salles de classe temporaires sont en fait des tentes montées avec bancs et tableaux.

A Pweto, l'ONG congolaise Association pour le développement social et la sauvegarde de l'environnement (ADSSE), sur un financement du Fonds Humanitaire, apporte par exemple une réponse aux besoins en éducation d'urgence en faveur de 1 110 enfants dans huit écoles des zones de santé de Kilwa et de Pweto. Parmi les activités, figurent l'organisation de formations pour les enseignants, la distribution de vivres et de fournitures scolaires et des cours de remise à niveau aux enfants en rupture scolaire. Par ailleurs, l'ONG a mis en place dans chacune de ces écoles, des comités de parents qui reçoivent des kits agricoles et des semences (tomates, choux, aubergines, etc.) afin de stimuler les activités génératrices de revenus, en appui à la scolarité des enfants de familles démunies.

Encore des besoins importants en éducation d'urgence

Au total, 428 écoles ont été complètement détruites dans les provinces du Haut-Katanga et du Tanganyika entre 2016 et 2017, dont plus de 80% dans le seul Tanganyika. Parmi ces écoles, certaines sont à reconstruire, d'autres sont à réhabiliter d'urgence. Cependant, le financement fait défaut. Le secteur de l'éducation est l'un des moins financé de l'action humanitaire ; sur les 120,8 millions de dollars requis en 2018, ce secteur n'a pu récolter que 11,8 millions de dollars américains à ces jours, soit 9,7% de financement obtenu. Plusieurs milliers d'enfants sont ainsi privés d'accès à l'éducation dans l'ex-Katanga.

Les parents ne pouvant pas payer le coût de l'éducation dans les zones d'urgence, on constate une prévalence élevée de mariages précoces, d'enfants mis au travail dans les secteurs agricole et minier et leur recrutement comme combattants.

Les besoins en éducation d'urgence sont importants dans les provinces du Haut-Katanga et du Tanganyika et cela requiert davantage d'engagement du gouvernement avec le soutien de la communauté humanitaire. Il est important d'accompagner les efforts du gouvernement de la RDC en matière de restructuration du secteur de l'éducation, dans le but de réorienter vers l'apprentissage ou vers une formation duale les enfants qui auront dépassé l'âge scolaire en raison du temps relativement long qu'ils auraient passé en dehors du système de l'éducation formelle.

Fonds Humanitaire : appuyer l'éducation des enfants affectés par les conflits

Le paquet d'interventions des projets financés par le Fonds Humanitaire offre une réponse intégrée aux urgences humanitaires, qui inclut l'appui à l'éducation des enfants affectés par les crises. Ces projets sont financés par le Fonds humanitaire en complément des interventions des organisations non-gouvernementales internationales et agences humanitaires des Nations Unies, dans les zones où le déficit d'accès à une éducation pertinente et de qualité est encore considérable.

Dans la province du Tanganyika par exemple, l'ONG AVSI a exécuté, avec un financement du Fonds Humanitaire, un projet d'éducation et de protection de l'enfant dans un contexte de grave crise inter-ethnique entre les Luba et Twa ; crise qui a forcé une grande partie de la population à se déplacer. Plusieurs écoles avaient été pillées ou détruites pendant les violences et beaucoup d'enfants ont été contraints à abandonner l'école à cause des déplacements. Le projet de l'ONG AVSI a donné l'opportunité aux enfants de continuer leur éducation, tout en ayant accès à une protection physique, psychosociale et cognitive. L'éducation donnée aux enfants vise à créer autour d'eux et

Alors que les traces du conflit sont encore visibles sur les écoles, beaucoup de parents sont habités par la peur de laisser leurs enfants retourner à l'école, craignant le retour soudain des violences. . Depuis plusieurs mois, Les provinces du Haut-Katanga (Territoire de Pweto) et du Tanganyika (Kalemie) ont été secoué par des violences intercommunautaires.

A l'instar d'autres secteurs humanitaires, l'éducation bénéficie régulièrement des financements du Fonds Humanitaire. Ces allocations visent à améliorer l'environnement et les conditions scolaires des communautés affectées par des crises. Près de 2,5 millions de dollars sont déjà disponibles cette année. Mais au vu des vulnérabilités, les besoins demeurent.

de leurs familles un environnement de protection et de stabilité en atténuant l'impact psychosocial des événements.



Une école primaire à Angamapasa, au sud de Opienge/Province Tshopo. ©OCHA / SM. Krauss

Les résultats obtenus ont été très encourageants. Grâce à ce projet, 2 035 enfants de la 6^{ème} primaire ont pu passer leur examen national de fin d'études primaire. Ces enfants étaient en passe de perdre leur année scolaire parce qu'ils avaient été déplacés en pleine année scolaire à cause de conflits. Grâce au projet, des cours de rattrapage pour la préparation aux examens de fin d'année ont été assurés. Le projet a également contribué à l'amélioration

de l'environnement scolaire de 21 écoles à travers les transferts monétaires pour les travaux de réhabilitation des écoles affectées, permettant ainsi à plus de 14 000 enfants d'étudier dans un environnement approprié.

En 2017, grâce aux financements du Fonds Humanitaire, près de 15 000 enfants de 6 à 11 ans ont pu être réintégrés dans le système scolaire et plus de 61 500 autres ont bénéficié de kits scolaires. Le Fonds a également financé, à travers quatre projets, la réhabilitation de 69 salles de classes équipées de latrines.

En 2018, des projets spécifiques d'appui du Fonds Humanitaire au secteur de l'éducation sont en cours dans cinq provinces : le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, l'Ituri, le Maniema et le Tanganyika. A titre d'exemple, le projet "Assistances scolaires et protection des enfants victimes des conflits du Kasai" exécuté par l'ONG nationale Actions et Interventions pour le Développement et l'Encadrement Social (AIDES) comporte un volet éducation et un volet protection. Le conflit au Kasai a affecté de manière disproportionnée les enfants, avec de 40% à 60% des effectifs des miliciens recrutés parmi les enfants, et environ 5 000 enfants séparés de leurs familles, exposés aux risques de recrutement, de violences et abus sexuels.

Le projet AIDES a permis la réintégration scolaire de 7 224 enfants déplacés retournés et enfants des familles d'accueil à Tshikapa, dont 45% de filles. Ils ont pu poursuivre normalement leur cursus dans 24 écoles réhabilitées équipées de cantines scolaires. Plus de deux cents enseignants ont bénéficié de formations spécifiques pour l'encadrement d'enfants en difficulté scolaire, d'enfants affectés par la violence et pour l'animation des Espaces Amis d'Enfants (EAE) dédiés à l'encadrement des enfants non accompagnés. Par ailleurs, plusieurs dizaines de familles formées et constituées en groupements d'intérêt économique ont reçu un soutien financier pour démarrer des activités génératrices de revenus. Cet appui intervient dans le cadre des aides indirectes à l'éducation des enfants à travers l'autonomisation financière des ménages.

Au total, le Fonds Humanitaire a alloué 5,9 millions de dollars américains en 2018 au secteur de l'éducation, à travers 11 projets mis en œuvre par huit partenaires, ciblant 16 000 enfants. Les appuis au secteur de l'éducation concernent plusieurs domaines : soutien financier aux écoles pour la réhabilitation des salles de classes et l'instauration d'un environnement propice à l'éducation et au rattrapage scolaire pour les enfants affectés par les conflits, la réintégration des enfants en retard scolaire pour cause de conflits, l'organisation de cours de rattrapage pour les enfants réintégrés et pour les enfants de familles hôtes en difficulté scolaire, les aides directes aux enfants à travers

des kits pédagogiques, de récréation et des trousseaux d'apprentissage, des activités de communication sociale et de promotion de la paix et l'autonomisation des familles des enfants affectés à travers des activités génératrices de revenus.

Journée Mondiale de l'Aide Humanitaire à Lubumbashi : petits gestes, grands effets

Une soixantaine d'enfants de la 6^{ème} secondaire du Collège Imara, du Lycée Twendelee, de l'Institut des Beaux-arts ainsi que leurs responsables ont été à l'école de l'action humanitaire, le 21 septembre, à Lubumbashi, dans le cadre de la 10^{ème} Journée Mondiale de l'Aide Humanitaire.

Dans ces trois écoles comme dans plusieurs autres de Lubumbashi, la sensibilisation des élèves est cruciale dans un contexte humanitaire marqué par les épidémies à répétition (rougeole, choléra) et l'insécurité alimentaire. D'après une étude faite en 2017 par le Programme Alimentaire Mondial et l'Institut National des Statistiques, plus de cinq ménages sur dix sont affectés par l'insécurité alimentaire sévère et modérée, aggravée par les conflits à répétition dans les territoires de Mitwaba et Pweto, et les mouvements de populations qui en découlent.



Les élèves ayant participé à la journée de sensibilisation ont aussi été conviés à une expo-photo sur l'action humanitaire. OCHA/JL. Mbalivoto

Pour la Cheffe du Sous-Bureau de OCHA à Lubumbashi, sensibiliser un élève c'est sensibiliser cent personnes. « L'essentiel des messages transmis sera partagé avec leurs camarades et leurs parents. Nous souhaitons par cette première démarche que les élèves prennent conscience qu'ils sont de futurs citoyens responsables et prêts à s'engager bénévolement dans la société. Car le bénévolat est le ressort de bien des organismes et associations », explique Zinatou Boukary.

Cette mission d'information avait pour objectif de sensibiliser ces élèves sur l'action humanitaire, les rôles et mandats des organisations humanitaires, les principes humanitaires ainsi que la connaissance de quelques concepts clés, comme la définition d'une personne déplacée interne, retournée, réfugiée et rapatriée.

Pour joindre la théorie à la pratique, ce jeune public a participé à un jeu-concours sur la thématique humanitaire. Parmi les questions soumises aux candidats, les élèves ont dû donner l'origine de la célébration de la journée mondiale de l'aide humanitaire du 19 août, expliquer une urgence humanitaire, citer les quatre principes humanitaires et donner la différence entre une personne déplacée interne et réfugiée.

Les réactions très positives des enfants sont assez illustratives de l'intérêt qu'ils ont manifesté lors de cette commémoration.

Touchée par ce message d'engagement volontaire au service des enfants dans le besoin, Natacha Bahati du Lycée Twendelee, l'une des lauréates du jeu-concours, a décidé de lancer une collecte de fournitures scolaires dans son école. Elle s'est donnée pour objectif, de récolter pour décembre 2019 de l'aide en faveur de 200 enfants non accompagnés, en provenance du grand Kasai.

La célébration de la Journée Mondiale de l'aide Humanitaire, c'est aussi l'occasion de mobiliser les communautés autour d'une meilleure connaissance de l'action humanitaire et de ses principes. Les élèves de la ville de Lubumbashi, dans le Haut-Katanga, ont eu droit à une immersion dans l'univers de l'humanitaire, le temps d'une journée qui leur a été dédiée.